



Ci-dessus :
Café Công, angle des rues Nhà Thô
et Nhà Chung, la cathédrale de Hanoi
en arrière-plan,
éliché Philippe Le Faillen, 2016.

Première de couverture :
*Pavillon de la Constellation
de la littérature (Khướ Vãn Các),
temple de la Littérature (Văn Miếu)
ou pagode des Corbeaux,
Hanoi, aquarelle de René Mérieux,
mars 1942. © EFFE 49*

Cet ouvrage résulte de la décision des deux gouvernements de la République socialiste du Viêt Nam et de la République française de célébrer l'année croisée France-Viêt Nam, et Viêt Nam-France en 2013-2014.

Tenus à l'Académie des sciences d'outre-mer, les premiers entretiens d'outre-mer ont porté sur le thème de l'Indochine coloniale au Viêt Nam d'aujourd'hui. Si le Viêt Nam bénéficie de la part de la France d'un souvenir très fort, de l'Empire colonial à la mondialisation actuelle, malgré les événements douloureux de la guerre d'indépendance, il est devenu un acteur de premier plan dans l'économie globalisée, un membre influent de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et un partenaire de premier plan de la Francophonie.

Fruit de la rencontre des meilleurs spécialistes vietnamiens, francophones et anglophones venus du monde entier, ce livre constitue une mise au point la plus complète possible sur l'état actuel des connaissances issues des travaux de chercheurs confirmés et plus récents. Il témoigne d'une relation franco-vietnamienne apaisée et sereine et d'une vision d'un monde actuel appuyé sur un passé compris et accepté.

DE L'INDOCHINE COLONIALE AU VIỆT NAM ACTUEL

DE L'INDOCHINE COLONIALE AU VIỆT NAM ACTUEL



Sous la direction de **Dominique BARJOT**
et **Jean-François KLEIN**

PREMIERS ENTRETIENS D'OUTRE-MER
Présentés par **Pierre GÉNY**



ISBN : 978-2-35074-446-9

29,90 €

MAGELLAN & Cie



ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER – MAGELLAN & Cie

L'OCCUPATION DU VIËT NAM PAR LE JAPON, POINT DE DÉPART DE L'INDÉPENDANCE ?

par Franck MICHELIN

1. LE JAPON, CLÉ OUBLIÉE DES INDÉPENDANCES INDOCHINOISES

Au sein des très nombreuses études sur le processus d'indépendance des trois nations de l'ex-Indochine française – Viêt Nam, Laos et Cambodge –, la question du rôle tenu par le Japon n'occupe généralement que la portion congrue, et ce, malgré l'importance cruciale que ce pays a eue dans l'accession à l'indépendance de la plupart des pays d'Asie du Sud-Est. En Occident, cela est souvent dû à des raisons linguistiques – les spécialistes de la région lisant le plus souvent une ou plusieurs langues de la région, mais rarement le japonais –, ainsi qu'à l'importance centrale de la question coloniale qui fait de l'occupation japonaise un incident difficile à cerner, plutôt qu'une cause de la décolonisation. Ce manque est aggravé par la grande ignorance qu'avaient les contemporains de la politique du Japon, qui rend la lecture des archives françaises peu éclairante quant aux objectifs poursuivis par ce pays.

Cette question est minorée au Japon également, notamment en raison du caractère central de la guerre contre les États-Unis. Les recherches peuvent être grossièrement divisées en deux catégories. La première est celle des études qui portent sur la guerre du Pacifique, qui laissent largement de côté la question de l'Indochine française. La seconde est celle des recherches, beaucoup plus rares, sur l'Indochine, qui insistent plus sur le rôle du Japon en tant qu'exploiteur de l'Indochine dans le cadre de la guerre du Pacifique, que comme facteur de l'indépendance¹. Deux ouvrages plus récents portent toutefois sur le Japon et

1. Un certain nombre d'articles abordent cette question. Il faut notamment citer ceux de Furuta Motoo, Shiraishi Masaya et Tabuchi Yukichika. Ces articles en japonais ne sont pas accessibles aux lecteurs qui ne sont pas familiers de cette langue, mais un certain nombre d'entre eux, dans des versions abrégées, ont été publiés en anglais dans l'ouvrage suivant : Shiraishi Masaya, Furuta Motoo (ed.), *Indochina in the 1940s and the 1950s*, Ithaca, New York, Cornell University, Southeast Asia Programme, 1992. Ces trois auteurs adoptent une démarche qui privilégie l'étude de l'utilisation par le Japon, à des fins stratégiques, de l'Indochine, tant du point de vue de son soutien à certains mouvements indépendantistes, que de l'exploitation économique.

l'Indochine pendant la guerre avec une optique différente². Il faut néanmoins accorder une mention spéciale à l'historien Yoshizawa Minami qui, avant son décès, a apporté une contribution fondamentale à l'histoire du rôle du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a notamment tenté, avec un certain succès, de dégager les caractéristiques du processus de décision au Japon par une analyse fine du processus qui mène à l'occupation par le Japon de l'Indochine entre 1940 et 1941³. Du côté des historiens anglophones, la plupart des études portent soit sur la question des relations américano-japonaises, soit sur celle de la politique américaine vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est et de l'Indochine française. Ici encore, l'importance de la question de l'occupation de l'Indochine en tant que facteur déclencheur de la guerre du Pacifique, ainsi que son influence sur l'indépendance de l'Indochine n'occupent qu'une place marginale.

L'idée n'est pas ici de minorer l'importance de ces recherches, ni de prétendre que l'étude de la politique japonaise doit devenir centrale dans toute recherche sur le processus d'indépendance du Viêt Nam. Bien entendu, le Japon n'a pas été le créateur des mouvements indépendantistes, ni des conditions qui ont amené les Vietnamiens à souhaiter se détacher de la France. Le rôle du Japon dans l'accession à l'indépendance des colonies occidentales d'Asie du Sud-Est en général, et du Viêt Nam en particulier, n'en est pas moins primordial.

En effet, la domination des puissances occidentales sur leurs colonies n'est guère menacée avant l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. Les puissances occidentales appuient toute leur domination sur un appareil administratif et répressif efficace, allié à une savante utilisation des divisions ethniques, sociales et religieuses. Très limités en nombre, les agents coloniaux occidentaux jouissent d'un prestige important qui leur permet d'asseoir leur domination. L'on peut dire, sans exagération, qu'aucun mouvement indépendantiste n'est en mesure, à la veille du second conflit mondial, de remettre en cause sérieusement la domination coloniale dans la région⁴.

2. En histoire politique, il y a l'ouvrage de Tachikawa Kyôichi qui porte sur la question de la coopération franco-japonaise, intitulé *Dainiji sekai taisen to Furansu-ryô Indoshina. « Nichifutsu kyôryoku » no kenkyû (La Seconde Guerre mondiale et l'Indochine française. Une étude de la collaboration franco-japonaise)*, Sairyûsha, 2000. Il adopte toutefois pour approche problématique le sujet de la collaboration entre la France et le Japon en Indochine, plaquant d'une façon assez artificielle la question de la collaboration, inspirée de la collaboration franco-allemande. Sur les questions culturelles, il faut citer le très récent ouvrage de Namba Chizuru, écrit en français et intitulé *Français et Japonais en Indochine (1940-1945)*, Paris, Karthala, 2012.

3. On trouve cette analyse dans son ouvrage intitulé *Sensô kakudai no Kôzu : Nihon-gun no « Futsuin shinchû » (Un aspect de l'extension de la guerre : l'occupation de l'Indochine française par l'armée japonaise)*, Aoki Shoten, 1986. Il a également écrit sur les Japonais de l'Indochine française et sur l'itinéraire individuel d'un Japonais, membre de la gendarmerie, qui a combattu le Viêt-minh à ce titre, puis est passé dans le camp de ce dernier après la défaite japonaise (*Betonamu no Nihongun : Kimuson-mura no shûgeki jiken – L'Armée japonaise au Vietnam : l'incident de l'attaque du village de Kim Son*), Iwanami Shoten, 1993.

4. Seules les Philippines ont obtenu la promesse de l'indépendance avant la guerre du Pacifique, en 1935, mais plus du fait du colonisateur que du colonisé. Nous laisserons de côté la question de l'Inde, qui ne fait pas partie de l'Asie du Sud-Est et n'a pas été occupée par le Japon pendant la guerre du Pacifique.

L'occupation de ces territoires par le Japon, entre 1940 et 1942, a pour effet de détruire ces édifices coloniaux, par le biais de deux moyens : l'anéantissement direct, par l'invasion militaire et l'abolition des systèmes coloniaux, et l'atteinte au prestige des Occidentaux dans ces territoires. En effet, non seulement la domination occidentale est balayée en quelques semaines, mais cet anéantissement est le fait d'un pays asiatique. Tout comme la guerre russo-japonaise l'avait déjà montré – elle avait notamment contribué à attirer au Japon bon nombre d'intellectuels et d'étudiants vietnamiens dans le cadre du mouvement *Dong Zu* –, la victoire d'une nation asiatique sur une nation occidentale permet aux peuples colonisés de croire en leur destin et d'envisager concrètement la lutte pour l'indépendance, ainsi que l'accès à la modernité.

Bien entendu, l'occupation japonaise est loin de tout expliquer. En outre, si l'Indochine a commencé à être occupée dès septembre 1940, la domination coloniale française y subsistera encore pendant près de cinq années, ce qui fait du cas indochinois un cas à part. Néanmoins, l'occupation japonaise commence déjà à miner la domination française dès 1940, par les défaites que l'armée japonaise fait subir à l'armée française, par l'entrée des forces japonaises et leur visibilité sur le territoire de la colonie, par, comme le montrera plus tard Namba Chizuru, l'action de propagande culturelle activement menée par le Japon en direction des populations autochtones.

Si l'occupation japonaise n'explique pas tout, si elle n'est pas un point d'aboutissement des luttes pour l'indépendance en Indochine, elle constitue sans nul doute un tournant majeur, le véritable point de départ des processus d'indépendance des trois nations qui constituent l'Indochine française, et singulièrement du Viêt Nam.

2. L'INDOCHINE, ENJEU STRATÉGIQUE POUR LE JAPON

C'est à partir de la seconde guerre sino-japonaise, et notamment du glissement du front vers le sud de la Chine, pendant l'année 1938, que l'Indochine française commence à acquérir, pour le Japon, une valeur stratégique. En effet, il se trouve confronté à une situation d'enlèvement dans son conflit contre la Chine. Malgré les défaites répétées et, notamment, l'occupation par l'armée japonaise des principaux centres urbains chinois – dont le siège du gouvernement nationaliste, Nankin, au mois de décembre 1941 –, Tchang Kaï-chek ne cède pas. Ce qui, pour le Japon, devait être une opération punitive destinée à obliger ce dernier à accepter l'hégémonie japonaise, se transforme en conflit de grande ampleur, long et à l'issue incertaine.

Ne pouvant obtenir la décision sur le terrain militaire, le Japon décide d'asphyxier la Chine par l'application d'un blocus. Ce blocus est à peu près complété par la prise de Canton, le 21 octobre 1938. La « route d'Indochine » devient alors la principale voie de ravitaillement de la Chine, notamment pour l'importation de

matériel américain. Il s'agit d'une route qui relie le port de Haiphong à la capitale de la province chinoise du Yunnan, Kunming, par une voie ferrée construite par les Français. Une bifurcation relie Hanoi à la province chinoise du Guangxi, plus à l'est, par le chemin de fer jusqu'à la frontière chinoise, puis par la route. Face aux demandes japonaises de fermer la frontière à ce transit de marchandises, la France réagit officiellement par l'interdiction, tout en pratiquant un double jeu en fermant les yeux sur une propagande importante. Pour le gouvernement français, il s'agit surtout de prévenir l'affaiblissement du régime nationaliste chinois et ainsi, de freiner la progression militaire japonaise en direction de l'Indochine.

Le Japon n'est pas dupe. Il effectue notamment des évaluations du trafic de marchandises en direction de la Chine par les différentes routes⁵.

Routes de ravitaillement de la Chine	Avant l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale en Europe (en tonnes)	Juin 1940 (en tonnes)
Route du Turkestan chinois	200 (1,4 %)	500 (1,6 %)
Route de Birmanie	2 000 (13,6 %)	10 000 (31,7 %)
Route de l'Indochine française	12 500 (85 %)	15 000 (47,6 %)
Côte de la Chine du Sud	—	6 000 (19 %)
Total	14 700 (100 %)	31 500 (100 %)

La pression exercée par le Japon sur l'Indochine monte graduellement à partir du début de l'année 1939. Il tisse sa toile autour de la colonie française. Du côté de la mer, il occupe successivement l'île chinoise de Hainan (10 février), puis les archipels des Spratlys (31 mars) et des Paracel (4 avril). Du côté terrestre, une vaste offensive dans le sud de la Chine amène ses forces à proximité de la frontière indochinoise, notamment après la prise de la ville chinoise de Nanning, le 24 novembre⁶. Sa défaite à Nomonhan – à la frontière entre la Mandchourie et la Mongolie⁷ – face aux forces soviétiques et le pacte germano-soviétique amènent le Japon à s'éloigner de l'Allemagne et à se déclarer neutre lors de l'éclatement du conflit en Europe. Ce changement profond de la politique étrangère japonaise permet un certain rapprochement avec la France. Néanmoins, cette embellie est de courte durée, le Japon accordant une place prioritaire à la résolution de son

5. Tableau tiré de l'article de Tabuchi Yukichika, « Nihon ni yoru Vetonamu keizai shihai no jitsuzō : Iwatake, Tachikawa ryōshi no hihan ni kotaete » (« La vérité sur la domination économique du Japon sur le Vietnam : pour répondre aux critiques de MM. Iwatake et Tachikawa »), *Nagasaki Kokusai Daigaku Ronsō (Revue de l'Université internationale de Nagasaki)*, vol. 5, janvier 2005, p. 64.

6. Nanning est située à seulement 160 km de la frontière.

7. À propos de ce conflit, voir l'ouvrage récent de Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Joukov : l'homme qui a vaincu Hitler*, Paris, Perrin, 2013, p. 171-203.

conflit avec la Chine – et donc une application stricte du blocus – et, plus grave encore pour l'Indochine, commençant à envisager sérieusement une expansion vers le sud.

Dès le mois de décembre, le général Tsuchihashi Yūitsu – commandant de la 21^e armée qui opère dans le sud de la Chine – tente de négocier, à Hanoi, avec le gouverneur général Georges Catroux, la fermeture de la frontière sino-indochinoise et l'envoi d'une mission de contrôle japonaise. Si cette tentative reste sans lendemain, Tsuchihashi va continuer d'agir dans ce sens après son retour à Tokyo, à la tête de la section du renseignement de l'état-major de l'Armée de terre. L'armée japonaise exerce une pression directe sur les intérêts français en bombardant le chemin de fer du Yunnan le 30 décembre, en territoire chinois, mais la France conserve encore un prestige et une puissance qui tiennent encore en respect le Japon.

3. OCCUPATION, EXPLOITATION ÉCONOMIQUE ET STATU QUO POLITIQUE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Ce sont les victoires allemandes en Europe occidentale, durant les mois de mai et juin 1940, qui bouleversent la donne en Asie du Sud-Est. Du côté français, non seulement la débâcle consacre son affaiblissement dans le monde, mais elle l'isole en raison de la rupture de l'alliance franco-britannique. La France ne possédant pas les moyens militaires lui permettant de défendre l'Indochine en cas d'invasion japonaise ou chinoise, elle comptait sur l'alliance britannique pour tenir en respect les ennemis potentiels. Si les Indes orientales néerlandaises sont dans une situation comparable à l'Indochine – occupation de la métropole par l'Allemagne et manque de moyens militaires suffisants –, l'exil du gouvernement néerlandais à Londres place la colonie batave sous la protection britannique. Tel n'est pas le cas de l'Indochine française, qui est victime d'un blocus maritime de la part de la marine britannique après l'incident de Mers el-Kébir. Enfin, les appels au secours multiples en direction des États-Unis ne rencontreront aucune réaction allant au-delà de déclarations verbales de sympathie et d'avertissements purement formels envers le Japon.

À compter du début du mois de juillet 1940, Catroux accepte la venue au Tonkin d'une mission de contrôle japonaise sous la direction du général Nishihara Issaku. Cette mission peut constater que la frontière est bien fermée, mais son vrai rôle consiste à négocier avec les autorités indochinoises la mise en place d'une alliance militaire dont le but est d'installer les forces militaires japonaises en Indochine. Désavoué par Vichy dans sa politique d'accommodement avec le Japon et finalement destitué, Catroux renonce à faire passer l'Indochine à la dissidence gaulliste en raison du risque de voir le Japon envahir alors la colonie. Son successeur, l'amiral Jean Decoux, malgré des déclarations d'intention plus fermes, ne peut guère faire mieux. Après plus de deux mois de négociations

franco-japonaises, tant à Hanoi qu'à Tokyo, la France doit accepter les demandes japonaises le 30 août⁸, puis le 22 septembre⁹, sans vraies contreparties.

Le Japon recourt à la force le 23 septembre, peu après minuit, malgré la signature d'une convention militaire locale qui met en place le cadre de l'entrée des forces japonaises dans le nord de l'Indochine. Les forces japonaises franchissent en force la frontière et occupent Lang Son dès le 24 septembre, puis effectuent un débarquement offensif devant Dô Son et larguent plusieurs bombes sur Haiphong le 26. Si l'armée et le gouvernement japonais rejettent la responsabilité du coup de force sur une poignée de meneurs, ce coup de force est, en fait, organisé par Tokyo afin de faire renoncer Decoux à toute velléité de résistance, présente et future¹⁰. Ainsi, le Japon parvient à occuper légalement le nord de l'Indochine, tout en conservant l'apparence de la légalité internationale. Il s'agit, en effet, pour lui, d'avancer prudemment en direction du sud, tout en retardant au maximum d'éventuelles sanctions économiques américaines.

La principale conséquence de ce coup de force est que les autorités indochinoises n'essaieront plus jamais de s'opposer par la force au Japon et iront ainsi de renonciation en renonciation. Le nord de l'Indochine est occupé, plusieurs aérodromes sont utilisés par l'armée japonaise, qui peut retirer ses forces de Chine méridionale à travers le territoire indochinois. Le Japon déploie alors sa force en obligeant la France à accepter l'arrimage économique de l'Indochine à l'empire japonais, puis en la forçant à concéder à la Thaïlande deux territoires frontaliers appartenant au Cambodge et au Laos. Le but consiste à attirer cette dernière dans l'orbite japonaise. Enfin, la France doit accepter l'occupation de l'ensemble de la colonie au mois de juillet 1941. Finalement, une convention militaire, soumise sous la forme d'un ultimatum au lendemain du déclenchement de la guerre du Pacifique, fait passer l'Indochine sous un contrôle japonais étroit.

Cette occupation prend une place centrale dans la détérioration irrémédiable des relations américano-japonaises qui mène, cinq mois plus tard, à l'éclatement de la guerre du Pacifique. Le Japon a besoin des territoires indochinois et thaïlandais afin de lancer son attaque contre les colonies occidentales. Depuis l'arrivée au pouvoir de Konoe Fumimaro en juillet 1940, le but affiché de la politique étrangère japonaise est bien l'expansion vers le sud. Pour cela, le Japon est prêt à courir le risque d'un conflit avec les puissances anglophones.

8. Il s'agit de l'accord entre les gouvernements centraux signé à Tokyo, le 30 août, par le ministre japonais des Affaires étrangères, Matsuoka Yôsuke, et l'ambassadeur de France, Charles Arsène-Henry.

9. Il s'agit de la convention militaire signée à Hanoi par le général Martin et le général Nishihara.

10. Ce sont la direction du bureau des opérations de l'état-major de l'Armée de terre et le commandement de l'Armée de Chine du Sud qui se voient attribuer la seule responsabilité des événements et dont les cadres sont limogés. Il faut toutefois signaler que la plupart des sanctions seront de pure forme, les responsables étant rappelés à de hautes fonctions quelques mois après cet incident. C'est notamment le général Tominaga Kyôji, chef du bureau des opérations qui, à ce jour, continue d'être considéré comme le responsable de l'incident, alors que ses initiatives n'ont jamais fait l'objet de condamnation avant l'incident et qu'il a, à partir de son retour à Tokyo, joué le rôle de bras droit de Tôjô.

Au début de la guerre du Pacifique, le sud de l'Indochine joue un rôle stratégique crucial dans le lancement des offensives japonaises, notamment contre la Malaisie britannique – qui est attaquée avant Pearl Harbor¹¹. C'est au large de la Cochinchine que les convois japonais se regroupent avant de s'élancer vers les différents points de la côte malaisienne. C'est également de là que les escadrilles japonaises lancent leurs offensives contre les territoires et la flotte britanniques¹².

Au lendemain de l'éclatement du conflit, le Japon oblige l'Indochine à accepter ses conditions. Ainsi, cette dernière est obligée de contribuer à l'effort de guerre japonais. Si elle perd son utilité militaire après les premières victoires japonaises et l'éloignement du front vers l'est, elle est, en revanche, très utile en tant que fournisseur de riz et de matière première. Malgré sa propagande affichée qui consiste à libérer l'Asie du joug occidental, le Japon fait une exception en laissant les autorités françaises se maintenir. Premier territoire occupé par le Japon dans son expansion vers le sud, sans espoir de soutien extérieur, depuis plus d'un an avant le début de la guerre du Pacifique, cette situation ne peut toutefois être considérée comme une anomalie. En effet, le Japon n'ayant pas pour but de libérer l'Asie, mais de se servir d'elle dans son combat contre les puissances anglophones, maintenir en Indochine l'administration et les forces de sécurité françaises permet d'utiliser la colonie de manière optimale, sans avoir à en assurer le coût. Le maintien de la présence française en Indochine ne constitue donc pas une aberration, mais rentre parfaitement dans le cadre de la stratégie japonaise, du moins à court terme.

4. LE JAPON, FOSSEUR DE L'UNION INDOCHINOISE

Se met alors en place un système de domination conjointe de l'Indochine par la France et le Japon. Cette politique ne fait pas l'objet d'une unanimité parmi les plus hautes autorités japonaises. En effet, elle mine le discours de libération du Japon et fait passer les considérations stratégiques devant la dimension politique et idéologique qui sous-tend le projet de l'empire japonais, privilégiant le court terme sur les moyen et long termes.

C'est surtout le ministre japonais des Affaires étrangères, Shigemitsu Mamoru, qui pousse à l'élimination de la France en Indochine. La disparition du régime de Vichy, en août 1944, place l'Indochine sous l'autorité d'un ennemi du Japon, la France libre – qui a déclaré la guerre du Japon dès le lendemain de l'éclatement de la guerre du Pacifique. Néanmoins, un jeu de dupe se poursuit pendant sept mois, chacun des deux partenaires – le Japon et le gouvernement général de

11. Fait peu connu, la guerre du Pacifique n'a pas été déclenchée par l'attaque surprise sur la base américaine de Pearl Harbor, sur l'archipel de Hawaii, mais par le débarquement des premières forces japonaises en Malaisie.

12. Elles coulent notamment, le 10 décembre, le *Repulse* et le *Prince of Wales*, éliminant la marine britannique de la campagne de Malaisie.

l'Indochine – faisant comme si rien n'avait changé. Pour Decoux, il s'agit avant tout de gagner du temps, la défaite japonaise ne faisant plus guère de doute.

La défaite japonaise du golfe de Leyte et l'invasion par l'armée américaine des Philippines à partir du mois d'octobre 1944 placent l'Indochine sous la menace directe d'un débarquement allié. La précision des bombardements de l'*US Air Force* en Indochine fait comprendre au Japon que la résistance civile et militaire française en Indochine renseigne efficacement les forces américaines. L'armée japonaise ne se fait guère de doute sur l'attitude des forces françaises en cas de débarquement allié, comme l'illustre ce qui s'est passé en Afrique du Nord trois ans auparavant. L'hypothèse d'un débarquement allié est d'autant plus insupportable à l'armée japonaise qu'elle projette de rapatrier ses forces vers le Japon par le continent, en créant une route terrestre reliant la Birmanie à la Corée à travers l'Indochine française et le sud de la Chine¹³. S'assurer de la maîtrise de la colonie française devient donc une nécessité au début de l'année 1945.

Le 9 mars, l'armée japonaise attaque les forces d'Indochine et anéantit cent ans de domination française en quelques heures. La victoire écrasante du Japon démontre la faiblesse militaire de la France, mais surtout ruine définitivement ce qui restait de son prestige. Le Japon s'empresse de créer une situation irréversible en faisant proclamer les indépendances des trois nations indochinoises.

Il se montre toutefois incapable d'administrer le pays efficacement. Contrôlant le pays avec difficulté et ne pouvant compter sur un gouvernement vietnamien sans expérience et sans soutien fort de la part de la population, il crée un vide dans lequel le Viêt-minh s'engouffre. L'armée japonaise fait peu de cas de la population, accaparant une grande partie du riz pour préparer d'éventuelles opérations et contribuant ainsi à la famine qui s'empare du pays. Le faible temps dont dispose le Japon, entre sa mise sous contrôle direct de l'Indochine et sa reddition – soit cinq mois –, et l'affaïssement de son prestige avec les nouvelles de ses défaites lui ôtent toute chance de stabiliser la situation.

La stratégie du Viêt-minh d'opposition aux deux puissances coloniales s'avère payante. Elle l'est d'autant plus que les partis et mouvements nationalistes qui décident de soutenir le Japon ne sont guère payés en retour. Mais le Viêt-minh attend patiemment son heure, tandis que le Japon prépare le terrain sans le savoir. Après avoir détruit la présence et ruiné définitivement le prestige de la France, le Japon joue un dernier acte crucial à compter du 15 août 1945.

Cette date est celle de sa reddition. Chargées de maintenir l'ordre dans les territoires qu'elles occupent jusqu'à l'arrivée des forces alliées d'occupation – la Chine au nord et le Royaume-Uni au sud –, ses forces armées laissent pourtant le Viêt-minh s'emparer du pouvoir avant l'arrivée des forces d'occupation chinoises

13. L'armée japonaise met en œuvre l'opération *Ichigō* dans le sud de la Chine d'avril à décembre 1944 afin de créer une route continentale à travers la Chine pour la retraite de ses forces. Une partie du sud de la Chine, dont elle s'était retirée à l'occasion de l'entrée de ses forces dans le nord de l'Indochine, en septembre 1940, est reconquise, mais l'opération n'aura pas d'effet important sur le cours de la guerre.

et britanniques, et avec la complicité des États-Unis qui n'ont pas compris que le Viêt-minh est contrôlé par les communistes. Comme en Corée du Nord – où sa domination coloniale implacable fait le jeu des communistes – et en Chine où la lutte qu'il mène contre le Kuomintang prépare le terrain au parti communiste –, le Japon, pourtant ennemi juré du mouvement communiste, contribue largement à son essor au Viêt Nam.



« Les Vietnamiens regardent l'armée japonaise. »
Photographie publiée à l'époque dans le journal
Mainichi Shinbun. © Collection personnelle.

5. ET SI LE COUP DE FORCE N'AVAIT PAS EU LIEU ?

Jusqu'au 9 mars 1945, le pari de Jean Decoux consiste à maintenir la souveraineté française, tant bien que mal, jusqu'à la défaite japonaise. De Gaulle, au contraire, pense que la France doit verser son sang – c'est-à-dire participer au combat contre le Japon – pour mériter, face aux Alliés, le maintien de sa domination en Indochine¹⁴. C'est surtout le cas vis-à-vis des États-Unis dont le président, Roosevelt, est hostile au retour de la France en Indochine. C'est pour cela que de Gaulle nomme le général Eugène Mordant à la tête de l'Indochine en remplacement dans un contexte difficile. Decoux, dès 1943, avait envoyé un émissaire à Alger pour demander la plus grande prudence vis-à-vis du Japon. Il reprochera au nouveau gouvernement après-guerre, lors de son procès, d'avoir provoqué le coup de force japonais. Tel n'est sans doute pas le cas – l'attitude des Français n'étant pas la principale raison de l'attaque japonaise –, mais le doute a subsisté jusqu'à ce jour.

Que se serait-il passé si le Japon avait laissé les autorités françaises en place jusqu'à sa reddition ? Cette question, lancinante depuis la survenue du coup de force, n'est pas dénuée de fondement. Au Japon, deux raisons auraient pu contribuer à repousser la décision du coup de force. La première est avancée par l'Armée de terre : l'administration française permet au Japon de bénéficier des avantages de l'occupation de l'Indochine – l'exploitation économique et la position stratégique – sans avoir à en assumer la charge. La seconde est

14. Il est allé jusqu'à interdire au commandant des forces américaines en Chine, Wedemeyer, de parachuter des vivres aux forces françaises qui fuyaient en direction de la Chine après le coup de force du 9 mars.

avancée par certains diplomates : attaquer les forces françaises risque d'aliéner au Japon ses derniers soutiens et, notamment, de provoquer une éventuelle attaque soviétique. L'élimination de la présence française en Indochine ne va donc pas de soi pour les autorités civiles et militaires japonaises, même en 1945.

Du côté français, le pari de Decoux n'a pas été loin d'être gagné, puisque l'attaque japonaise est venue très tardivement, sept mois après la chute du régime de Vichy. Comme nous venons de le voir, les autorités civiles et militaires japonaises ont longtemps tergiversé. Force est de constater que si l'influence, non seulement du Parti communiste indochinois, mais également des autres mouvements nationalistes, se renforce considérablement pendant la guerre du Pacifique, la France maintient sans de trop grandes difficultés sa domination. Ce succès peut être mis au crédit de Decoux, qui parvient à mener une politique très active en captant une partie du nationalisme des différentes populations de l'Union indochinoise, tout en appliquant une politique de répression implacable contre les mouvements indépendantistes, et en freinant l'essor de l'influence japonaise en direction des populations. C'est ainsi qu'il parvient à empêcher le développement d'un mouvement indépendantiste fort, cohérent et unifié.

Pour cela, il doit affronter les mouvements nationalistes anti-français, dont surtout le Việt-minh, mais également les partis nationalistes conservateurs républicains, monarchistes – dont la ligue de Cuong Dê – et, surtout, l'influence japonaise. Le Japon ne mène pas une politique univoque, puisqu'il étend son influence en Indochine en général, et au Việt Nam en particulier, par le biais d'une politique de propagande culturelle active, des relations avec des mouvements nationalistes et, notamment, les Caodaïstes. Le bouddhisme est un vecteur, tout comme les centres culturels où l'on enseigne la langue et la culture japonaises. En outre, les contacts de l'armée japonaise avec la population autochtone et l'impression que celle-ci laisse d'une suprématie vis-à-vis des forces françaises contribuent à l'érosion de l'influence française. Nombre de déclarations d'officiels japonais, dont le célèbre général Matsui Iwane, montrent que le Japon ne tolère la continuation de l'administration française que de façon transitoire¹⁵.

Le Japon ne parvient toutefois pas à se mettre en position de remplacer l'influence française, et ce pour deux raisons. La première est le manque de sincérité évident du Japon vis-à-vis des populations autochtones d'Asie du Sud-Est, Việt Nam compris, malgré son discours « panasiatiste ». La plupart des mouvements nationalistes influents, même pro-japonais, ne se font guère d'illusions quand elles constatent la dureté de la fêrule nipponne qui, par bien des aspects, est infiniment plus lourde que celles des puissances occidentales.

15. Matsui Iwane est commandant en chef du corps expéditionnaire de Chine lors de l'entrée des forces japonaises à Nankin, en décembre 1937. Il sera condamné à mort lors du procès de Tokyo, et ce malgré son absence de Nankin lors du massacre qui suit l'occupation de la capitale chinoise. En juillet 1943, lors d'une tournée en Asie qui l'amène à visiter l'Indochine, il fait une déclaration selon laquelle le Japon œuvrerait pour l'indépendance de l'Indochine, que la France le veuille ou non.

L'alliance entre autochtones et Japonais relève largement du calcul tactique et de la coercition, cette collaboration étant d'autant plus facilement offerte par le Japon que sa défaite prochaine s'avère certaine. Ainsi, l'une des raisons du succès du Việt-minh à partir de la prise de pouvoir japonaise en Indochine vient de son refus de collaborer avec le Japon, la domination de ce pays étant moins perçue comme une libération que comme l'acte désespéré d'un pays déjà vaincu. Pour la majorité des indépendantistes vietnamiens, le Japon est utile pour purger le Việt Nam de l'appareil de domination français, rien de plus.

La seconde raison est la répugnance des autorités militaires japonaises à jouer franchement la carte nationaliste vietnamienne après l'élimination de la France. Le choix par le Japon de l'empereur intronisé par les Français, Bao Dai, aux dépens de son cousin pro-japonais, Cuong Dê, sème le trouble chez les nationalistes. Le refus de Ngo Dinh Diem comme Premier ministre l'est également. En outre, le commandement militaire japonais local répugne à purger l'administration des fonctionnaires français, leur travail étant jugé nécessaire au bon fonctionnement des rouages administratifs et des infrastructures. Ce n'est que sous la pression vietnamienne que les fonctionnaires et spécialistes français sont peu à peu écartés de l'administration.

Si l'on ne peut savoir ce qui se serait passé si le coup de force n'avait pas eu lieu, réfléchir aux différents scénarios possibles, sous la forme d'une uchronie – c'est-à-dire d'une histoire-fiction –, peut contribuer à prendre conscience que le succès du Việt-minh n'allait pas de soi, n'était pas inscrit dans le cheminement scientifiquement prévisible de l'histoire. Quels scénarios peut-on imaginer pour une Indochine où les autorités coloniales françaises seraient restées en place jusqu'à la défaite japonaise ?

1) La pérennisation de la domination coloniale française à l'identique : ce scénario est hautement improbable. Dans le contexte du mouvement de décolonisation en Asie orientale après la Seconde Guerre mondiale, le Việt Nam – et les deux autres nations de l'Indochine – n'aurait pu constituer un îlot de domination coloniale, étant donné surtout la vigueur du nationalisme vietnamien. D'une façon ou d'une autre, la France aurait dû composer avec ce dernier.

2) Une prise de pouvoir brusque du Việt-minh : celle-ci est également improbable. Sans le coup de force japonais, l'influence de ce mouvement aurait été plus lente à s'étendre. En outre, c'est la situation mise en place par le Japon qui permet au parti communiste indochinois de fédérer un grand nombre de forces, tout en mettant provisoirement en sourdine l'idéologie communiste afin de bâtir un consensus autour de l'idée nationale, atténuant ainsi les sentiments anti-communistes. Enfin et surtout, c'est la passivité de l'armée japonaise qui permet le succès du Việt-minh lors de la prise de pouvoir à Hanoi. Si l'étendue de l'appareil clandestin du PCI et son efficacité avaient contribué à en faire un acteur majeur du jeu politique indépendantiste, son hégémonie aurait sans doute peiné à s'imposer rapidement sans le coup de force japonais.

3) Une période de transition « à l'indonésienne » : examiner la situation des autres colonies occidentales après-guerre permet de voir un certain nombre de scénarios possibles. En Indonésie, la figure centrale de Sukarno, sa capacité à fédérer idéologie marxiste et traditions locales, permettent une coexistence des communistes avec les milieux conservateurs, militaires et religieux. Cette coexistence durera jusqu'à ce que l'armée élimine dans le sang les communistes, vingt ans après la fin de la guerre, en 1965. Dans le cas du Vietnam, la seule figure en passe de s'imposer, Hồ Chí Minh, est un communiste stalinien, qui ne pouvait réunir des non-communistes que pendant le temps où il dissimulait sa vraie nature. En outre, l'accession tardive à l'indépendance du Viêt Nam a retardé la construction d'une armée autochtone comme en Indonésie. Dans ce pays, si l'armée nationale a hypothéqué le développement de la démocratie, elle a toutefois permis la mise en place d'un mouvement indépendantiste ne dépendant pas uniquement des structures du PC ou d'une aide extérieure.

4) Une guérilla communiste écrasée après une longue guerre, comme en Malaisie : l'isolement de la Malaisie par rapport à la Chine et aux autres centres de diffusion du communisme, ainsi que le caractère essentiellement chinois du communisme malaisien, en butte à l'hostilité des conservateurs malais, contribuent à l'échec de ce mouvement en Malaisie. Mais le plus important a sans doute été la capacité des autorités coloniales britanniques à s'appuyer sur les forces anti-communistes de Malaisie. C'est un scénario qui aurait pu être plausible dans le cas du Viêt Nam si la France avait pu avoir le temps de préparer la transition. Cependant, la capacité qu'ont eue les communistes vietnamiens à préempter le nationalisme vietnamien a coupé l'herbe sous les pieds des Français quand ils ont voulu « vietnamiser » la guerre d'Indochine.

5) L'indépendance associée à la répression des mouvements sociaux de gauche et à la continuation d'une domination impérialiste occidentale, comme aux Philippines : la répression par le gouvernement philippin indépendant, avec l'aide des Américains, de la guérilla communiste des « Husks » rencontre l'assentiment de l'élite philippine. En échange de cette aide, les milieux conservateurs acceptent la présence de bases américaines sur leur sol. Ce scénario aurait pu être plausible si la France avait activement cherché le soutien des élites mandarinales. Or, deux choses sont contre ce scénario : la structure sociale vietnamienne, qui n'est pas une société où quelques familles de grands propriétaires dominent la société. Le déclin de l'influence des élites mandarinales au Viêt Nam, ainsi que la structure sociale plus différenciée du Viêt Nam, rendent ce scénario peu plausible. La seconde raison est à trouver dans le peu de confiance que rencontrera la France dans son œuvre tardive de « vietnamisation » du conflit, admettant l'indépendance vietnamienne tardivement et, pour ainsi dire, du bout des lèvres, alors que les États-Unis avait promis l'indépendance aux Philippines dès avant-guerre, craignant de voir ce pays demander l'accession au statut d'État membre de l'Union.

Conclusion

Aucun scénario ne permet d'envisager ce que serait devenu le Viêt Nam si le coup de force japonais n'avait pas eu lieu. Le maintien pendant plus de quatre années de la domination coloniale française malgré l'occupation japonaise, le refus de la France d'accepter la maturation d'un mouvement indépendantiste modéré, puis la disparition brusque et totale de cette domination pendant plusieurs mois ont contribué à empêcher la maturation d'un mouvement indépendantiste fédérateur et pluraliste. Le vide administratif créé par ce coup de force et le chaos de la grande famine favorisent le seul mouvement qui possède la structure, l'organisation et l'idéologie lui permettant une prise de pouvoir rapide.

Le Japon n'a pas vraiment cherché à libérer l'Asie du Sud-Est de la domination occidentale, mais plutôt à substituer sa domination à celle des puissances coloniales. Pour cela, il a adapté sa stratégie à chaque situation locale : maintien de l'administration coloniale française dans le cas de l'Indochine, élimination ailleurs en raison de l'impossibilité de mettre en place une domination conjointe. Le Japon a mis en coupe réglée la région et mis en place sa politique d'occupation sans vraiment prendre en compte les besoins des populations locales, mais, au contraire, en utilisant leurs aspirations. Ainsi, l'Indonésie, dont les ressources en pétrole et autres matières premières étaient cruciales pour l'économie de guerre japonaise, était destinée à être purement et simplement annexée. Ce n'est qu'à l'approche de la défaite que son indépendance a été envisagée afin de rendre le retour des Néerlandais difficile. Tel fut le cas des trois nations d'Indochine.

L'action destructrice du Japon, si elle n'a pas constitué la cause de l'indépendance du Viêt Nam – et des autres pays de la région –, en a été le point de départ, l'accélérateur, la condition première qui a permis l'accession rapide à l'indépendance. Elle a également influencé le cours du processus indépendantiste dans chaque pays. Dans le cas du Viêt Nam, c'est la prise de pouvoir rapide des communistes au Viêt Nam qui, ironie de l'histoire, est la conséquence de l'occupation nipponne.

À partir du coup de force, le retour de la France en Indochine sera une gageure. Après le coup de force, des unités de l'armée française tentent de se maintenir sur le territoire indochinois, notamment en raison de la volonté du général de Gaulle. Cela échoue, tant en raison de l'hostilité des populations locales que, et surtout, de l'efficacité dont fait preuve alors l'armée japonaise pour pourchasser les derniers restes des forces françaises. Pour la France, la défaite décisive n'aura pas été Diên Biên Phu, en 1953, mais celle qu'elle a subi de la part du Japon, le 9 mars 1945.